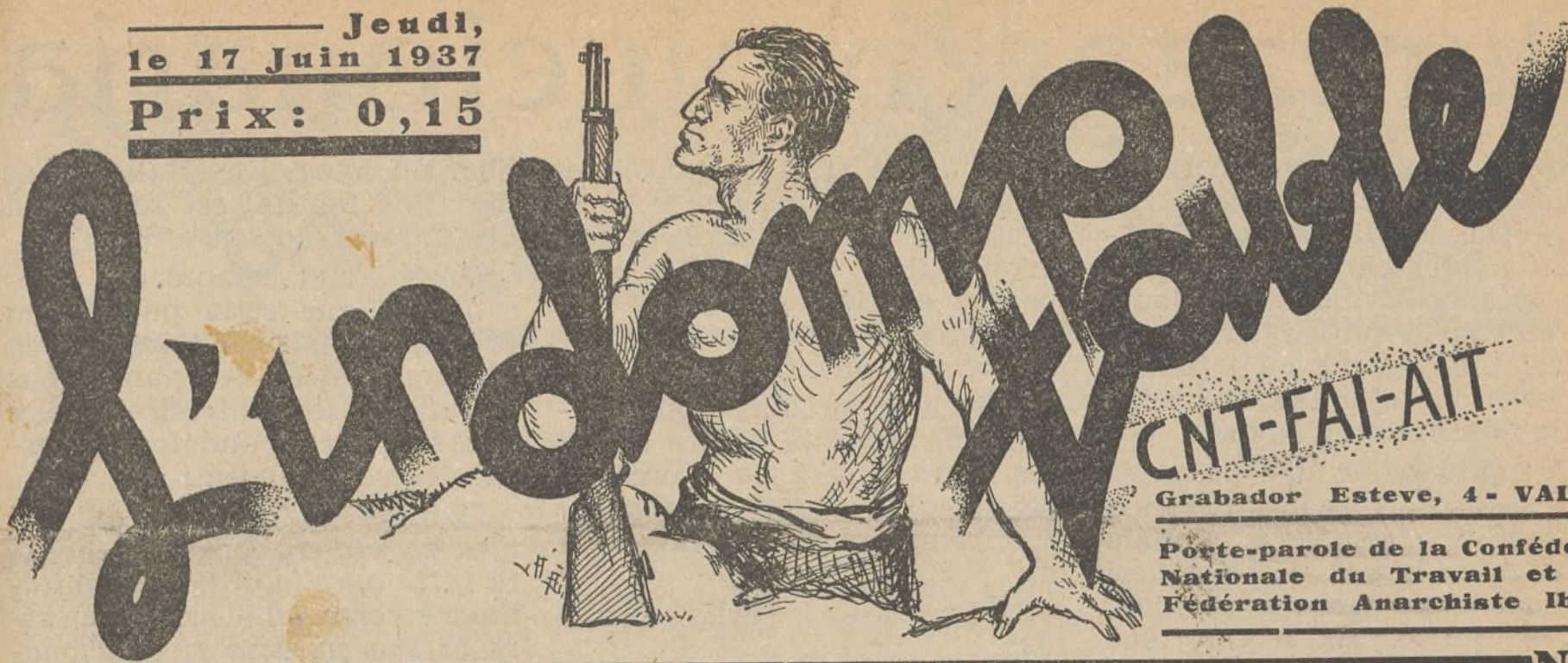


Judi,
le 17 Juin 1937
Prix: 0,15



Grabador Esteve, 4 - VALENCIA

Porte-parole de la Confédération
Nationale du Travail et de la
Fédération Anarchiste Ibérique

N.º24

LE SOLDAT VAINCRA...

Onze mois déjà de guerre civile et de guerre tout court contre l'envahisseur étranger attiré sur le sol ibérique par le crétinisme sanglant de quelques traîneurs de sabre ayant de la patrie la même conception qu'un Condé ou qu'un Bonaparte lorsque celui-ci pensait mettre son épée au service des Turcs. Onze mois d'une guerre provoquée par une poignée d'apaches galonnés subordonnant l'indépendance de leur patrie à leurs appétits personnels, à la vanité la plus primitive, digne d'un roi nègre ou d'un prince hindou. Onze mois de guerre, des torrents de sang, des monceaux de cadavres, des larmes, des cités en ruines, tout ça parce que quelques fils à papa formés dans les jésuitières, les universités, les lupanars, se croyant d'essence supérieure au commun des mortels, se sont arrogé le droit d'imposer à leur pays, non pas le régime de leur préférence-sur ce point, ils n'avaient aucune idée-mais tout simplement leur dictature sans qu'ils pussent fournir une explication rationnelle, ni même spirituelle, de leur ambition.

Sauver la famille? Sauver la famille que personne n'attaquait ni ne songeait à attaquer. Sauver la religion? Sauver la religion, alors qu'il ne s'agissait

que de sauver ses pires ennemis, ceux qui depuis longtemps s'en sont fait les fossoyeurs, les curés, les prêtres, les archevêques et les évêques, tous pourris d'athéisme d'incrédulité, insultant au christianisme avec une effronterie répugnante.

Sauver la propriété? Sauver la propriété sans tenir compte de la production. Sauver la propriété et laisser la Nation suivre la pente de la décrépitude physiologique et mentale. Sauver la propriété, mais laisser mourir, faute de soins, des milliers d'enfants, des milliers d'enfants qui sont la propriété sacrée d'une nation.

Sauver l'Espagne? Sauver l'Espagne et la soumettre au joug des hordes étrangères. Sauver l'Espagne mais la laisser démembrer, hypothéquer, profaner, insulter, ajoutant de nouvelles hontes à un passé ignominieux.

Onze mois de carnages, onze mois d'héroïsme, de luttes contre l'extérieur et contre nous-mêmes, onze mois de tension morale et physique parce que quelques énergumènes, se sentant incapables de conduire des hommes, avaient juré de nous gouverner après nous avoir réduits en esclavage.

Onze mois de privations, d'inquiétude et de tourments parce

que quelques plagiaires, quelques «minus habens» s'imaginant qu'il existe des modes en politique comme pour se vêtir et qu'il est aussi aisé de copier la politique d'un pays étranger que de revêtir un complet-veston coupé sur un patron acheté à New-York, ne reculant pas devant les procédés les plus abominables, se mirent en tête de prendre le pouvoir sans même savoir ce qu'ils y feraient, soucieux surtout de poser devant la camara et d'apparaître sur l'écran des cinémas dotés du titre ronflant de dictateur que l'adulation aurait transformé en celui d'empereur, emperors auxquels seul l'empire aurait manqué pour justifier leur satisfaction et leur orgueil sauvage d'africains mal camouflés.

Onze mois de guerre, et la grâce ne les pas encore touchés. Onze mois de guerre, et chaque jour les trouve davantage prisonniers de leurs complices, de leurs commanditaires, de leurs patrons, de leurs maîtres régnant sur leur esprit avec un despotisme rigide. Onze mois de guerre, et chaque jour ils semblent un peu plus soumis au joug qui les domine, aux intérêts dont ils sont les jouets aveugles, aux puissances qui on fait d'eux des

(Suite à la sixième page.)

Purezza Rivoluzionaria

On dit qu'un journal écrit en italien vient de paraître à Séville. «Olé, la tía mamma, Mussolini!» Il ne leur manquait plus que ça, aux Sévillans! Un journal en italien qui les fasse s'habituer à la langue qu'il faudra parler en Espagne fasciste, selon le rêve du Pharaon romain.

La chose a dû être préparée par le Ministère de la propagande et de la presse de la capitale italienne. C'est à Dino Alfieri qu'incombe ce genre de mission.

A la vérité, nul n'était plus qualifié pour ce genre d'activité que le flamboyant ministre de la propagande du Gouvernement fasciste. Surtout à Séville où, il y a deux ans, lui advint quelque chose qu'en politique on appelle «aurore boréale».

Dino Alfieri était venu à Séville se faire nommer président de la Confédération des Sociétés d'auteurs réunie en Congrès dans la capitale de l'Andalousie.

La délégation italienne avait proposé cette candidature, sans rougir, lors du Congrès de Varsovie.

Mussolini avait besoin de ce siège présidentiel pour l'Italie. La présidence de la Confédération était revenue plusieurs fois à la France, à l'Angleterre, à l'Espagne. L'Italie voulait sa part d'honneur et, comme elle en a l'habitude, elle menaça de quitter cet organisme international si satisfaction ne lui était pas donnée. La France et l'Angleterre conseillèrent de transiger. L'Allemagne soutint l'Italie, convaincue de lui succéder à ce poste. L'Espagne se rangea à l'avis de la France et de l'Angleterre. En résumé, tout le tableau de la politique européenne. Mais restait à savoir quelle valeur effective l'Italie désignerait pour la représenter. Pirandello? Leoncavallo? Gino Roca? Mais non. A Rome on pensa que la qualité d'écrivain était superflue. On désigna Dino Alfieri, qui est tout sauf compositeur, auteur, dramatique, journaliste ou écrivain. Son seul titre lui venait de sa condition de politicien fasciste faisant partie de la camarilla du «Duce».

Il y avait là matière à réflexion pour les auteurs. On peut encore tolérer que les différentes puissances obéissent à cer-

taines considérations politiques au sujet de la présidence de la Confédération. Mais le moins qu'on puisse exiger d'elles est qu'elles soutiennent des candidatures ayant un certain rapport avec le monde des auteurs.

Mais il se produisit que personne ne protesta contre le fait que Dino Alfieri ne réunissait pas le minimum de conditions qu'on était en droit d'exiger de lui.

Cela se passa à Séville en mai 1935.

Une fois le gâteau bien à point, l'actuel ministre de la propagande envoya un télégramme au secrétariat du Congrès, disant: J'arrive à Séville demain. S'il existe un bon hôtel dans la ville, réservez-moi une chambre.

Dino Alfieri n'était pas certain qu'il y eût un bon hôtel à Séville. Le Comité espagnol chargé de l'organisation de l'hôtel s'adressa à l'hôtel Andalousie-ci-devant hôtel Alphonse XIII—et retint, pour Alfieri, les appartements dits du Prince, occupant tout un étage du grand édifice d'une somptuosité vraiment éblouissante.

Quand Alfieri arriva le jour suivant et qu'on l'eut conduit à l'hôtel Andalousie, il se sentit tout honteux jusqu'au point de s'excuser de son télégramme impertinent.

Cet imbécile se faisait une telle idée de l'Espagne qu'il s'était imaginé que nous avions toujours les auberges sales du XVIII^e siècle. On lui fit faire, le plus poliment du monde, une promenade à travers la ville et l'on offrit à sa stupéfaction les nombreux immeubles modernes qui l'emplissent.

Il avait cru que Séville était toujours la ville de Mérimée et de Gauthier. Et son ignorance ne l'empêchait pas d'être désigné pour présider une Confédération d'écrivains.

Le lendemain, Alfieri prit la parole au cours d'une fête dédiée à la mémoire de Lope de Vega. Il profita de l'occasion pour pousser une petite pointe de propagande fasciste.

Il passa peu de temps à Séville. Mais assez cependant pour se rendre compte, s'il était moins bête, ce qu'il peut y avoir de ridicule et de burlesque à y pu-

blier un journal en italien, même si ce journal est tout plein des enfants de Mussolini.

On se rend compte des plaisanteries que cette publication provoquera parmi les gens de la Macarena et de la Triana. Nous aimerions les entendre épeler avec leur accent andalou un passage comme celui-ci:

"Giunto il tempo in cui un'idea resiste o scompare, diventa tutta o nulla, il Fascismo italiano emerge dal blocco con tutta la sua purezza rivoluzionaria..."

En arrivant à «la purezza rivoluzionaria», il se peut qu'ils comprennent, mais qu'ils se trouvent aussi plongés dans la perplexité et qu'ils se demandent: Est-ce que le fascisme italien appelle ça aussi révolutionnaire?

En effet, mes amis. Pour que la farce du fascisme soit complète, ils l'ont qualifié de révolutionnaire. La Révolution est une étiquette qu'ils se disputent tous. Ceux qui sont disposés à la faire et ceux dont la mission est de l'empêcher. Aussi, n'est-ce pas étonnant que nous entendions parler de Révolution par ceux qui en ont une peur de tous les diables. En Italie, berceau du fascisme, dans l'Italie créatrice de la fameuse recette qui a empoisonné le monde, on a fait croire aux pauvres victimes du régime qu'elles assistaient à une révolution.

Et si une telle déformation est possible de la part du fascisme, qu'est-ce qu'on n'obtiendra pas en maniant les mots démocratie, socialisme et liberté?

Il est possible que dans les provinces italiennes on ait fini par croire que Mussolini opérait une révolution. Mais à Séville, même avec le renfort de petits journaux imprimés en italien, on ne fera pas avaler la grenouille, même pas aux fils à papa.

Mussolini éprouve le besoin de gâcher le papier, l'encre et de perdre son temps.

A part cela, ceux qui font le journal et ceux qui rougissent en le lisant, n'ont rien à perdre.

La pudeur fait particulièrement défaut en Espagne, depuis le 19 juillet.

EZEQUIEL ENDERIZ

L'indomptable

La politique internationale

On n'arrive pas à se mettre d'accord au sujet du contrôle.

Du moins, nous ne sommes guère disposés à accepter la formule des quatre qui fait de nous la cinquième roue d'une charrette.

D'abord, il convient de proclamer bien haut, pour le cas où on l'ignorerait encore, que l'Allemagne et l'Italie nous font la guerre.

Et nous estimons que rien n'est plus saugrenu et plus humiliant que l'autoriser les flottes de ces deux puissances à venir se ravitailler dans nos ports.

On leur a déjà laissé la pleine liberté de nous attaquer sur tous les fronts et de ravitailler les rebelles en matériel de guerre de tout genre. Mais lord Plymouth ne trouve pas ces prérogatives suffisantes, et veut encore nous placer à portée des canons de leur marine, de sorte qu'au moindre geste de notre part qui déplairait à ces gentlemen, nous nous trouverions exposés à des représailles —préventives—voire même à un débarquement, dont l'explication juridique serait fournie une fois le fait dûment consommé.

L'esprit de l'accord à quatre est bien clair et seules les masses démocratiques n'y voient que du feu.

On prétend prétexte de l'incident d'Almeria pour réaliser un plan prémédité depuis longtemps par la ploutocratie internationale. La nouvelle conception du contrôle est un pas de plus dans le sens de la colonisation de l'Espagne chère aux magnats de l'industrie et de la finance.

Il ne faut pas oublier que les villes les plus importantes de l'Espagne républicaine se trouvent sur la côte—Valence et Barcelone—et la présence, dans leurs rades, de navires ennemis constituerait un appui à peine déguisé à la contre-révolution pour laquelle l'intervention étrangère est la dernière planche de salut.

Lors des incidents sanglants de Barcelone, les bonnes dispositions de la ploutocratie internationale à notre égard se manifestèrent sous forme de cuirassés français et anglais voguant au large de la côte catalane. Mais il ne faut pas oublier que, de par leur nature, en intervenant directement dans nos affaires, les gouvernements des complications intérieures redoutables, car leur prestige auprès des foules s'en trouverait fortement entamé.

Il est donc naturel qu'ils inclinent à se décharger sur les puissances fascistes d'un soin trop compromettant pour eux. Quand on veut monter une comédie, il faut se préoccuper de répartir sagement les rôles selon le talent et la nature des acteurs.

L'Angleterre aurait toujours la possibilité de se couvrir en effectuant, simultanément, un débarquement dans la zone occupée par les factieux. De cette manière la colonisation de l'Espagne serait rapidement un fait accompli. La réaction internationale, alliée à la réaction espagnole, nous donnerait le statut qui lui semblerait le mieux en accord avec ses intérêts.

Le contrôle ne poursuit pas d'autre objectif. Car il n'a jamais empêché que les factieux reçussent des renforts en hommes et en matériel, et nous ne nous sommes pas aperçus que la guerre se soit plus ou moins humanisée.

Dans ces conditions, puisque les fins humanitaires qu'on prétendait poursuivre n'ont pas été atteintes, le plus simple ne serait-il pas de répudier, purement et simplement, le comité de non-intervention et son enfant chéri le contrôle.

La meilleure garantie que nous puissions offrir à l'Italie et à l'Allemagne est de les envoyer contrôler ailleurs.

Il existe un moyen très simple de mettre fin à ces manoeuvres «navales».

Voici onze mois que l'Allemagne et l'Italie nous font la guerre sans avoir eu la politesse de nous en informer.

(Suite de la huitième page.)

chercher les moyens de le remplacer. Ses travaux, d'une haute portée spirituelle et constructive, conduisaient à la méditation et à l'étude. Réfractaire aux lieux communs et aux panacées habituelles, dépourvu de tout sectarisme, il analysait les possibilités d'une renaissance italienne avec objectivité et tendresse et avec la constante préoccupation de ne pas se tromper...

Charles Roselli connaissait parfaitement les dessous de la diplomatie contemporaine. Les problèmes militaires n'avaient pas de secrets pour lui. Aucune donnée de la politique européenne ne lui échappait. Ce lui était un grand bonheur de combattre aux côtés du prolétariat espagnol. Il me dit qu'il allait à Paris passer quelques semaines. Il avait l'intention de réorganiser la propagande, d'ausculter le cœur de Paris. Il craignait, seulement, que les dispositions de la «non-intervention» ne l'empêchassent de revenir...

A ce qu'on voit, Mussolini est plus pratique. A Paris, Roselli était plus dangereux et son activité, en Espagne, redoutable. Une tête comme la sienne, un cœur comme celui qu'il possédait, constituaient partout un danger pour un régime qui maintient au pinacle un histrion ridicule, une édition renouvelée et aggravée de Cagliostro.

Charles Roselli, tes compagnons, soldats de la même cause, te saluent comme il convient: en restant à leur poste pour que le tir de nos mitailleuses et de nos canons, l'action de nos avions ne cessent pas de soutenir avec nos ennemis le seul dialogue vraiment efficace et digne de la lutte antifasciste.

(Suite à la sixième page.)

SINUOSITES

Il y a longtemps que les gens sensés ont renoncé à vouloir ressusciter les morts. Mais il reste des gens obstinés à exhumer de vieilles coutumes, à flirter avec un passé défunt, à remettre en circulation des valeurs mortes.

De la part de vieilles barbes, de vieilles filles desséchées dans des villes mortes, de la part de piliers de sacristie et de rats de caserne, de telles tentatives n'ont rien d'étonnant. Elles sont en parfaite harmonie avec la mentalité de certaines gens dont la vie a fait des atardés ou des impuissants.

Elles deviennent franchement déconcertantes quand on les voit défendre par les grands prêtres d'une religion persécutée partout à cause du danger qu'elle représente pour la tradition, l'ordre établi et les privilèges. C'est pourtant ce qui s'est produit en Espagne, où la chaleur à toujours engendré des phénomènes psychologiques assez bizarres.

Le dialecticien le plus souple et le plus tolérant resterait désemparé en présence du caractère inattendu que les doctrines de Marx ont revêtu en Espagne. Certes, le chemin est long de Heidelberg à Valence, surtout si l'on passe par les frimas de Moscou et les batailles électorales de Paris.

Si les voyages forment la jeunesse, il semblerait qu'ils déforment singulièrement les doctrines, et il faudrait une candeur évangélique pour admettre que certains évangiles, tels qu'on nous les présente, ont conservé la lettre et l'esprit que leur donèrent leurs créateurs.

A plusieurs reprises, nous avons entretenu nos lecteurs du problème agraire dans ses rapports avec la Révolution et l'économie espagnole.

Le format de ce journal ne nous permet pas des exposés détaillés, mais il nous semble que la propagande menée dans le monde, en faveur de la collectivisation, par le Parti Communiste, a rallié trop d'adeptes pour qu'il nous soit nécessaire d'insister.

Cependant, si nous en jugeons par les agissements de la Section espagnole de l'Internatio-

nale Communiste, les arguments du Komintern auraient convaincu tout le monde sauf le Komintern lui-même puisque, chez nous, les communistes se sont montrés des adversaires acharnés d'un système d'exploitation absolument en harmonie avec les nécessités de nos campagnes.

Cependant, nous avons la joie de faire part à nos lecteurs que le camarade Uribe, ministre de l'Agriculture et membre du Parti Communiste, vient d'accorder, par décret, l'existence légale à nos collectivités, qui ont eu tant de mal à se défendre contre les entreprises exaspérantes de ce même ministre lorsque celui-ci faisait partie du gouvernement Largo Caballero.

On se doute que la résistance opposée au libre développement des collectivités a eu des répercussions désastreuses sur la production agricole, c'est-à-dire sur une des branches les plus essentielles de notre activité.

Tant en ce qui concerne le ravitaillement des villes investies par l'ennemi qu'en ce qui concerne le ravitaillement des différents fronts, les obstacles qu'on opposait aux paysans groupés au sein de la C. N. T. et de l'U. G. T. provoquaient des déficiences lamentables, pour ne pas dire dangereuses, et paralysaient la réorganisation du commerce et de l'industrie tout autant que celle de l'agriculture.

Les consignes, les affiches tapageuses, les meetings plus ou moins monstres ne suffisaient pas à compenser ce que la réalité avait de pénible. Les faits sont les faits, et les mots ne sont que des mots.

En outre de l'effet déplorable produit sur l'ensemble de l'économie par cette politique retardataire, la persistance à détourner un courant irrésistible provoquait une irritation sans cesse croissante et faisait naître le doute dans l'esprit de nos affiliés.

Or, voici que le Parti Communiste, en la personne du camarade Uribe, renie, purement et simplement, un point de vue qu'il avait défendu avec acharnement.

On a mis dix mois à reconnaître qu'on s'était trompé et qu'on s'était battu contre des

moulins à vent. Dix mois, au cours desquels on a sacrifié l'intérêt général à des considérations de pure politique. Dix mois pendant lesquels on a retenu l'évolution naturelle de la vie agricole, simplement parce que l'on subordonnait tout à l'exercice du pouvoir.

Nous ne comprenons pas très bien à quels mobiles désintéressés obéit la troisième internationale en s'acharnant à s'emparer, chez nous, des leviers de commande, au risque de dénaturer l'esprit de la Révolution et l'efficacité de l'unité antifasciste.

Nous ne croyons avoir besoin de personne pour appliquer des programmes sociaux que nous avons été assez grands pour concevoir et réaliser sans l'aide de personne, en usant de la persuasion explicite, de procédés pédagogiques et sans avoir recours à la propagande standardisée qui consiste à crier fort et à promener dans les rues les portraits en grandeur surnaturelle de nos militants et de nos héros.

Nous reconnaissons que la tactique de nos amis communistes ne manque pas d'originalité et qu'ils peuvent se vanter d'être les premiers à en avoir fait usage.

Fédérer les réactionnaires et s'appuyer sur eux pour atteindre des objectifs politiques puis, une fois dans la place, se contenter d'entériner des réformes qu'on a violemment combattues, dans le but, cette fois, de s'attirer les sympathies de ceux à qui on avait fait la vie impossible, tout cela ne manque pas de subtilité mais finit par ressembler plus à de l'acrobatie qu'à de la politique.

Dans le prolétariat ibérique, inculte mais beaucoup plus averti qu'on ne croit, l'idée se fera bientôt jour que les militants du Parti des masses ne savent pas exactement ce qu'ils veulent ou que ce qu'ils veulent ne coïncide pas précisément avec les intérêts de l'Espagne actuelle. Nous sommes au siècle de la vitesse, et les gens n'aiment pas qu'on ralentisse leur marche. Quel est le voyageur capable d'avoir pitié du suicidé qui, en se jetant sous le train, le fera arriver en retard. Il regrettera sur-

L'indomptable

JEAN PEYRO

Le public a su faire la différence qui existe entre un homme «intellectuel» et une femme qui, parvenue à une situation de haute responsabilité, n'a déçu personne, tout le contraire de cet homme dont la personnalité était l'espoir de toute une jeunesse.

Et de quelle jeunesse! La jeunesse d'aujourd'hui, la jeunesse qui, demain, si elle se dédie à la médecine, ne le fera pas pour exploiter basement les tares de l'humanité, mais pour soulager, par tous les moyens, les souff-

frances de ses semblables. Quelle responsabilité n'a pas accepté Marañón en n'hésitant pas à décevoir et à conduire ses jeunes disciples sur la pente du scepticisme!

Le cas de Jean Peyró est tout différent... Peyró a été formé dans les milieux anarchistes. C'est un homme de vieille formation confédérale, un homme qui n'hésite pas à vivre comme un simple ouvrier parmi ses camarades de Mataró.

Le contraste ne saurait être plus flagrant. En pleine guerre, Marañón demande un passeport pour échapper à ses obligations alors que son devoir aurait été de diriger un hôpital ou un cabinet médical. Il fuit, et laisse sa place à une femme sans connaissances techniques et qui parvient à remplir sa tâche d'une manière si exemplaire qu'on peut dire que personne avant elle n'avait jamais obtenu de si heureux résultats.

Peyró, lui, entre dans le Gouvernement au moment le plus grave, quand le pouvoir n'est pas une joie mais plutôt une charge épuisante, quand il ne s'agit plus, comme sous l'ancien régime, de recevoir des félicitations plus ou moins méritées, et qu'on s'expose plutôt à des compliments de condoléance ou à des félicitations étonnées pour l'héroïsme exceptionnel dont on fait preuve.

Le cas de Peyró est le même que celui de Frédérique Montseny. Il prend le Ministère de l'Industrie au moment où l'industrie se trouve en plein chaos à la suite de l'arrêt des exportations et de l'impossibilité de placer notre production dans la zone occupée par les factieux. Les stocks s'accumulent. Et il faut cependant acheter des matières premières et, pour cela, laisser partir notre or.

La route que Peyró eut à parcourir était des plus ardues. Il passe de la verrerie de Mataró au Ministère de l'Industrie. Cela ne l'empêche pas de vaincre tous les obstacles, il réorganise des services qui laissaient à désirer sous tous les rapports, car jamais on n'avait désigné pour ce poste des hommes qui eussent une connaissance profonde des

problèmes si compliqués de notre vie industrielle.

Mais en dépit de la gravité dramatique du moment, Peyró organise son département, lui imprime une vie nouvelle, et lui donne cette valeur constructive qui constituait une innovation dans notre pays. Peyró parvient à accroître les exportations et à se procurer les devises nécessaires pour effectuer notre ravitaillement.

Mais voici que surgit la crise. Peyró est obligé de s'en aller en laissant les affaires aux mains de la bureaucratie... Et en plein été encore!... Le portefeuille de l'Industrie reste abandonné... La canicule n'est guère propice à l'administration réfléchie de l'industrie...

La politique espagnole s'est souvenue soudain du passé, et est repartie dans le chemin de la tradition.

Mais de cette expérience subsiste une chose profondément réjouissante et c'est que Peyró, une fois la transmission des pouvoirs effectuée, abandonne le Levant où l'intrigue se sent particulièrement à l'aise. Peyró ne reste pas à Valence pour se venger de ceux qui mirent tant de science à le contrarier dans son labeur. Un peu dégoûté—on le serait à moins—Peyró laisse le Levant à sa félicité et retourne à la verrerie de Mataró reprendre, parmi ses amis d'hier, sa tâche de simple ouvrier, donnant une suprême leçon de sincérité et d'abnégation.

A l'encontre de Pérez de Ayala qui, étant ambassadeur à Londres, trouve le moyen de se faire nommer directeur de musée pour le cas où son poste venait à lui être retiré, Peyró revêt la boluse du producteur, du prolétaire, comme si le titre auquel il a droit ne le justifiait pas à suivre la coutume qui est de permettre aux ministres destitués de vivre commodément sans rien faire.

En face de la société pourrie, nous nous plaisons à placer cet exemple frappant qui nous dit assez que le seul moyen de sauver l'Espagne est de la remettre aux mains des ceux qui ont toujours vécu de leur labeur et qui ne cesseront jamais, sous aucun prétexte, d'être eux-mêmes.

tout que le malheureux n'ait pas été se faire tuer ailleurs.

Il est inévitable que le Parti Communiste ne finisse par laisser l'impression d'avoir retardé inutilement la marche de la Révolution espagnole, et cette sensation sera loin de lui valoir les sympathies qu'il escompte.

Il aura beau se présenter avec nos enfants sur les bras, personne ne voudra lui en reconnaître la paternité, surtout si l'on tient compte de la façon peu paternelle

Nous ne les sentirions pas en sûreté. Nous préférons qu'ils restent dans la famille, la grande famille espagnole rétive aux intromissions, sincères et généreuses peut-être, mais on n'est jamais si bien servi que par soi-même. Si vraiment nous avons besoin des leçons de l'étranger, il existe une littérature exotique suffisamment abondante pour nous ouvrir dûment l'intelligence. Nous préférons encore aller à la source, car nous nous méfions terriblement des exégètes, des commentateurs et autres espèces habiles à tirer leur subsistance du génie d'autrui.

Lénine était un très grand homme.

Ce qui ne comporte aucune obligation de la part de ses disciples.

Mais nous doutons fort que Lénine, disciple autant de Machiavel que de Karl Marx, se serait plu à une politique à courte vue reniant la personnalité humaine et la personnalité nationale.

Lénine était très intelligent.

LE SOLDAT VAINCRA...

(suite de la première page)

esclaves abêtis incapables de réagir, de s'évader, ni d'échapper à leur destin en se faisant sauter la cervelle, le seul moyen qui leur reste de se racheter devant la postérité.

Ils se prélassent dans leur déchéance, bombant le torse afin de donner le change. Ils se délectent de leur asservissement, s'en font un honneur et une gloire.

Un cireur de bottes à plus de dignité, un vidangeur moins de souillures à faire oublier. Leur tâche accomplie, les plus déshé-

rités parmi les hommes ont le droit de marcher le tête haute s'ils ont la conscience tranquille.

Cette basse canaille confond la politesse avec la civilisation. Bien lavés, parfumés, calamistrés et poudrés, la propreté de leur peau leur est une compensation à leur bassesse intérieure. Le cabinet de toilette et le confessionnal suffisent à les maintenir dans l'estime d'eux-mêmes. Les ablutions et l'absolution quotidiennes leur permettent de conserver cette rayonnante satisfaction qui se déga-

gee de leur faces d'abrutis bien élevés. Nous, nous sommes des bandits. Eux, des prétoriens corrects, raffinés, des conquérants dont la mondanité justifie les horreurs et les crimes. Ils savent parler aux femmes, et violer royalement les filles de nos campagnes. Ils savent perdre au jeu, et même tricher en attendant qu'une belle dot les remette dans les voies de l'honnêteté. Bref, ils représentent la tradition, la tradition intaurée par les rois faibléants, les aventuriers du moyenâge, les flibustiers et les corsaires. Ils savent tout, comprennent tout sauf leur époque sur laquelle on ne leur a rien dit à l'école, et dont les romanciers à la mode ont omis de les entretenir. Ils vivent avec les préjugés vieux de plusieurs siècles. Victimes du complexe de supériorité, ils n'ont jamais daigné jeter un regard à leurs pieds. Ils ont méprisé, se croyant invulnérables, cette mer houleuse s'agitant près d'eux, battant les digues d'un réalisme périmé. Sûrs d'eux, ils n'ont pas voulu croire à la tempête, et se sont embarqués à l'aventure sans se rendre compte que l'esquif sur lequel ils s'engageaient était vermoulu et ferait bientôt eau de toutes parts.

Ils n'ont pas compris ce qu'il y avait derrière la servilité forcée de leur entourage. Ils ont cru que le monde était divisé en deux classes; eux et les larbins. Et qu'au premier signe de leur part, la Nation courberait l'échine. Mais la Nation s'est redressée, volontaire, héroïque, indomptable, leur crachant à la face, montrant aux peuples jugulés la voie du salut et de la rédemption.

Le soldat, en dépit de tout et de tous, vaincra les militaires et sauvera l'Espagne de l'invasion et l'Europe de la guerre.

(suite de la troisième page)

Nous avons rompu les relations diplomatiques avec les deux puissances ennemies, mais ce n'est pas suffisant.

L'agression dont nous avons été l'objet est abondamment prouvée. Comme membre de la S. D. N., nous faisons partie de la police internationale, et depuis quand un représentant de l'autorité n'a-t-il pas le droit de prendre, individuellement des mesures coercitives contre un délinquant surpris en flagrant délit? une telle attitude nous vaudrait des représailles, quelques obus en plus sur la tête. Nous ne sommes plus à un obus près.

Il faut être très

naïf pour supposer que ces deux pays soient tributaires de considérations protocolaires. Les seules limites qu'ils aient acceptées jusqu'à présent leur ont été imposées par leur situation morale et matérielle. Mussolini n'est pas en état de nous envoyer sa garde du Brenner et encore moins les troupes occupant l'Abyssinie. Et Hitler est obligé de veiller à la sécurité de toutes ses frontières.

Quant à nous, nous aurions la faculté d'inonder Milan, Naples, Gênes, Rome, etc., de petits papiers imprimés en italien et révélant au peuple italien ce qui se passe ici. C'est en séparant le peuple allemand de son gouvernement que les Alliés s'assurèrent la victoire sur les armées impériales.

Ce numéro a été soumis à la censure

ABONNEMENTS

FRANCE ET BELGIQUE:

Trois mois: 4.20 fr.

Six mois: 8.00 fr.

Un an: 16.00 fr.

(argent français)

Adressez les souscriptions aux:

MESSAGERIES PARISIENNES

28, rue de Saint-Quentin

PARIS (10ème.)

L'indomptable



MENSONGES et VERITE



«ADELANTE», organe de la Fédération socialiste de Valence publie un article de Frédéric Urales:

Nous nous trouvons dans une situation si difficile, que la moindre affaire, la plus insignifiante, revêt bientôt un aspect transcendental. C'est ce qui fait que nous donnons à nos paroles à nos écrits, une certaine mesure et une certaine dignité.

Tout les commentaires que nous dédions, actuellement, à ce qui se passe sur le front ou à l'arrière, si peu importante que soit notre personnalité, et que nous le veuillons ou non, engagent notre responsabilité à l'égard du pays, et doivent être imprégnés d'une certaine réserve.

Qui provoqua la première étincelle de l'incendie dont Barcelone a été récemment le théâtre? Selon la C. N. T., ce furent les autorités ou, du moins, une partie de ceux qui avaient l'autorité entre leurs mains. Mais, selon ceux-ci, ce fut la C. N. T. Selon nous, il s'agissait d'une méfiance réciproque. Le motif: Les vues divergentes au sujet de la Révolution. On ne parvint pas à trouver, et on n'essaya même pas de les trouver, des points de convergence.

Depuis lors, la politique n'a cessé de s'abaisser. Le gouvernement de Valence se chargea de l'ordre public en Catalogne et nous dépêcha ses représentants en la personne de Echeverria Novoa et Torres Iglesias.

Ces hommes, soit qu'ils en eussent reçu l'ordre, soit que leur tempérament les y conduisit, firent preuve de tact, de mesure et de clairvoyance et, loin d'envenimer les choses, comme c'eût été le goût de certains, éteignirent le feu et cicatrisèrent les blessures.

Les Organisations syndicales envoyèrent aussi des délégués à Barcelone avec la mission de

contribuer à rétablir la paix parmi les antifascistes catalans...

Mais, alors que la paix était rétablie, survint la crise. Et celle-ci atteignit le Gouvernement dont l'attitude avait eu pour résultat d'apaiser les passions.

Echeverria Novoa et Torres Iglesias viennent d'être relevés de leurs charges, comme une punition de leur réussite.

La Catalogne redemande des représentants de l'Espagne ne pensant qu'au bien du pays et à la paix de la Catalogne.

Les Gouverneurs politiques, ont toujours été funestes à la Catalogne...

Et ce qui est déplorable, c'est que cet affaïssement moral se produit précisément au moment où l'Espagne a le plus besoin d'élévation et d'unité.

Il est encore temps de réagir et d'aller à l'unité et à une politique efficace, vraiment nationale.

Nous lisons dans «El Pueblo» le communiqué suivant fourni par le Ministère de la Défense Nationale:

L'ennemi-malgré la farce inique du Comité de Non Intervention, dont l'unique victime est le Gouvernement légitime de la République-est parvenu, au cours de ces derniers mois, à quadrupler son aviation, grâce aux envois constants de l'Allemagne et de l'Italie. Il a pu augmenter aussi, dans des proportions considérables, son artillerie et le nombre de ses mitrailleuses, qui n'ont cessé de lui parvenir en traversant le Portugal ou qui furent déchargées dans les ports espagnols de l'Atlantique se trouvant en son pouvoir. Ces livraisons furent toutes effectuées par des bateaux allemands ou par des unités espagnoles cédées aux Italiens, unités voyageant sous deux pavillons dif-

jérents, le pavillon italien arboré jusqu'à le limite de nos eaux territoriales et remplacé, alors, par le pavillon espagnol.

Une grande partie de ce matériel, servi par des Allemands et des Italiens qui, malgré le pacte de Non-Intervention, continuent à envahir notre territoire, a été concentrée dans le Pays basque où l'ennemi, après un mois et demi d'une offensive terrible accompagnée de bombardements criminels effectués contre les populations civiles, est parvenu à approcher de Bilbao, après avoir rompu, en certains points, grâce à une pluie de grenades, d'obus et de bombes, le système de fortifications défendant la capitale basque et à s'installer sur certaines hauteurs proches de la ville situées sur la rive droite du Nervion.

C'est le coeur serré que nous avons pris connaissance de ce communiqué tragique.

Mais le moment n'est pas aux lamentations. Il s'agit de réagir en rompant définitivement avec une tactique diplomatique et politique d'une faiblesse humiliante. Les ressorts dont nous disposons sont nombreux. Il s'agit de les employer au mieux de nos intérêts, si nous ne voulons pas nous exposer à une fin pitoyable. La victoire ne se conquiert pas, par voie d'affiches et de proclamations. Il nous faut faire, d'abord, la peau à la démagogie et nous disposer à, agir, à agir seulement. Les batailles ne se gagnent pas avec des discours. On a trop parlé, et on a témoigné une confiance excessive à l'égard de faux-amis dont l'unique souci est de nous poignarder dans le dos.

Mais que la ploutocratie internationale ne se fasse pas d'illusions. Nous pouvons perdre une bataille, la guerre nous la gagnerons. L'Histoire est en marche et personne ne l'arrêtera.

ARES MATTEOTI, BERNERI

CHARLES ROSELLI

par Alfonso de Miguel



1ère année - Hebdomadaire - N.º24

Le mouvement antifasciste international ou, pour mieux dire, le mouvement révolutionnaire international qui, sous divers aspects, lutte contre le dernière étape du capitalisme-fascisme-vient de perdre un de ses meilleurs militants.

Charles Roselli, dont la fin rappelle celle de Matteoti, constituait un ennemi très dangereux pour le «Duce».

Comme Matteoti, Charles Roselli combattait avec une sincérité exemplaire et un courage incomparable. C'est ce qui explique pourquoi il a été assassiné.

En ce moment critique que traverse l'Histoire de l'Europe, des hommes comme Roselli représentaient une gêne pour la politique impérialiste du fascisme.

Car il est incontestable que Roselli possédait les grandes qualités qui font un parfait militant.

Eminemment cultivé et audacieux, d'une activité inlassable, tout en lui contribuait à le rendre particulièrement redoutable.

Mussolini, doté de l'âme d'un Scarpia, sait distinguer entre ses adversaires. Il tolère, quand il ne l'encourage pas, la démagogie inconsistante et inopérante. Mais méthodique et rancunier, retranché dans sa superbe de mégalomane borné, il ne se sent pas à l'aise tant qu'il n'a pas anéanti une personnalité dont la puissance constitue une menace pour la domination qu'il exerce.

Quand ses concurrents sont des fascistes, il s'arrange pour les éliminer —comme ce fut le cas pour Turati, Farinacci, Balbo, etcétera—. Mais ses ennemis, les antifascistes véritables qui l'attaquent en combattant le régime, ils les livre à ses bandes de sicaires.

La similitude entre le cas de Matteoti et l'assassinat de notre ami Roselli est immense. Seul le décor change, ce qui ne fait qu'aggraver les faits. Giacomo fut assassiné à Rome même. Représentant un danger immense pour le fascisme, en ces moments où tout semble conduire à une conflagration universelle, Roselli a été tué sur une route de France, dont le calme et la tranquillité ne semblaient pas pouvoir être troublés par les agissements criminels des sbires du «César de Carnaval».

Les assassins de Matteoti ont joui d'une impunité presque complète. Et le crime eut lieu à Rome! Nous avons de fortes raisons de supposer que l'assassinat de Roselli ne sera pas éclairci. La fameuse police secrète du «Duce» —la Ovla—jouit de la plus complète invulnérabilité. La bande Finzi, Filippelli, Dumini et Cesare Rossi, impliquée dans l'affaire Matteoti, fut démasquée dans son propre borborygme, c'est-à-dire à Rome. Mais Bagnoles de l'Orme est très éloigné de Rome et trop près de Paris... Le Quai d'Orsay ne se débat-il pas déjà parmi des difficultés suffisantes pour prendre encore à sa charge une enquête aussi délicate que périlleuse?...

L'Histoire est riche en attentats politiques, et notre époque est particulièrement privilégiée sous ce rapport. Néanmoins, en laissant de côté toute considération éthique, il convient d'établir un distingo.

L'attentat contre Roselli est revêtu des mêmes caractéristiques que ceux qui furent perpétrés contre Jaurès, Matteoti, Dollfuss, et, dans un autre ordre d'idées, contre Barthou, Ale-

xandre de Yougoslavie, les archiducs d'Autriche en juin 1914.

Ce sont, les uns et les autres, les aboutissements d'une tension diplomatique, politique et sociale ayant atteint un degré exceptionnel d'acuité.

L'attentat de Sarajevo fut le prologue de la catastrophe de 1914. La mort d'Alexandrowitch mit l'Europe au bord du gouffre. Il en fut de même en ce qui concerne l'assassinat de Dollfuss. Jaurès fut sacrifié à la crainte que les capitalistes avaient des masses prolétariennes. Matteoti fut sacrifié à la peur que Mussolini avait de cet adversaire redoutable.

En 1924, le fascisme aurait pu être vaincu. Mais il profita de ce que la décadence flagrante de la bourgeoisie avait gagné les masses prolétariennes. La retraite de l'Aventin fut une trahison à l'esprit insurrectionnel de l'époque et révalorisa stupidement un régime en pleine décadence.

Maintenant, quelles sont les causes de la mort de Roselli?...

Charles Roselli n'était pas un docteur Pangloss ni une tête brûlée. Je le vis pour la dernière fois, ici, à Valence. Il venait du front. C'est par hasard que j'appris son nom. Je sus immédiatement qu'il s'agissait du directeur de la revue hebdomadaire «Giustizia e Libertà»...

Je le connaissais de nom depuis longtemps. J'avais suivi avec un intérêt immense les campagnes qu'il menait dans son journal contre le fascisme. A l'occasion de la guerre d'Ethiopie, ce me fut une joie de suivre ses commentaires particulièrement objectifs. Prévoyant la chute du fascisme, il s'appliquait à re-

(suite à la troisième page)